

LE CHAVISME PEUT-IL SURVIVRE À HUGO CHÁVEZ ?

MATHIEU GRAND *

THOMAS POSADO **

Le 5 mars 2013, Hugo Chávez décède après quatorze années à la tête du Venezuela. Mettant fin aux plans d'inspiration néolibérale, son gouvernement a laissé une empreinte profonde par le développement de politiques sociales mais aussi par son projet politique imprécis, le « socialisme du XXI^e siècle ». Après avoir largement emporté les élections présidentielle d'octobre 2012 et régionales de décembre 2012, le chavisme a obtenu une courte victoire à l'élection présidentielle d'avril 2013 à l'issue d'une campagne marquée par la fidélité au président défunt dont les résultats sont violemment contestés par l'opposition. La pérennité du chavisme est aujourd'hui menacée par une opposition aux relents insurrectionnels, les tensions dans le « chavisme d'en haut » et les contestations du « chavisme d'en bas ».

Le 5 mars 2013, Hugo Chávez Frias décède des suites d'un cancer qui l'affaiblissait depuis juin 2011. Qu'on fasse partie de ses admirateurs acritiques ou de ses opposants pouvant utiliser calomnies et tentatives de coups d'État, le président vénézuélien ne laissait personne indifférent et a marqué son empreinte de la société. Le premier mérite d'Hugo Chávez est d'avoir mis fin aux plans d'ajustement d'inspiration néolibérale qui avaient affecté durement la société vénézuélienne. Durant les années 80 et 90, le PIB par habitant diminue de 20 %, l'inflation multiplie les prix par 9, le secteur informel augmente aux dépens du secteur public. À prix constants, les revenus sont divisés par trois. En une décennie, la part des salaires dans le revenu national diminue de cinq points¹. De 1980 à 1996, le taux de pauvreté passe de 17,65 % à 61,37 % et le taux d'extrême pauvreté de 9,06 % à

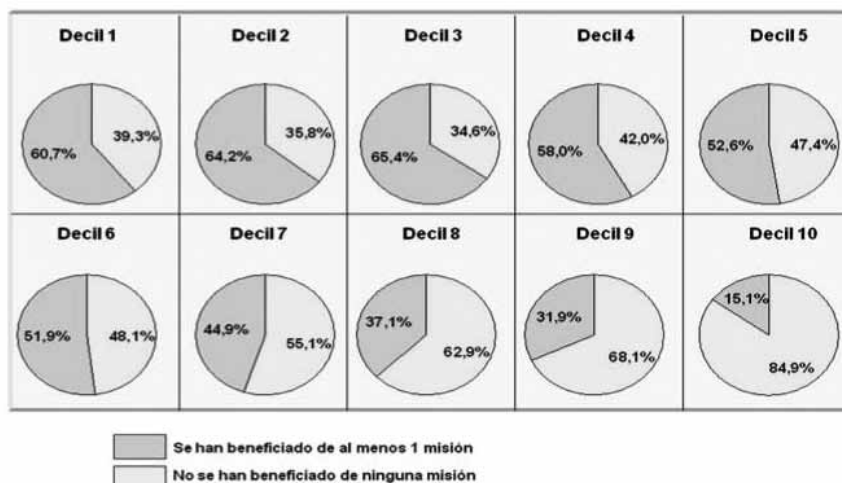
* DIPLÔMÉ DE L' IHEAL, ÉTUDIANT EN MASTER 2 À LYON-II

** DOCTORANT EN SCIENCES POLITIQUES À PARIS-VIII, ATER À L' UNIVERSITÉ DE HAUTE-ALSACE

¹ Thomas Posado, « Les racines économiques et sociales du nouveau bolivarianisme », in *De Bolívar aux Libertadors d'aujourd'hui : l'Amérique*

35,39 % ². À l'inverse, la présidence d'Hugo Chávez est marquée par une résorption d'une partie de la pauvreté. Selon l'*Instituto Nacional de Estadística* (INE), le taux de pauvreté s'est stabilisé autour de 26 % et celui d'extrême pauvreté autour de 7 % depuis 2007. Cette évolution est notamment due aux « missions » créées en contournant les structures corrompues de l'État vénézuélien et améliorant concrètement le quotidien des classes populaires. Ces programmes permettent d'apporter une attention particulière dans le secteur de la santé (Barrio Adentro, Milagro), de l'alimentation (Mercal), ou de l'éducation (Robinson, Ribas, Sucre). Comme le montre le graphique, elle apporte une attention particulière aux plus pauvres.

Population bénéficiaire des missions sociales en fonction des déciles de revenus



Source : Yolanda d'Elia, Cristyn Quiroz, *Las Misiones Sociales : ¿ Una Alternativa para Superar la Pobreza ?*, Caracas, ILDIS, juin 2010, p. 8.

latine insoumise, sous la direction de Jean Ortiz, Biarritz, éd. Atlantica, 2011, p.175-198.

² IESA, *Indicadores económicos y sociales*, 2000.

Ces missions, décriées par l'opposition au gouvernement au moment de leur mise en place en 2003, sont aujourd'hui unanimement reconnues. L'opposition s'est engagée à les maintenir en cas de retour au pouvoir, preuve de l'hégémonie chaviste. La dernière mission créée après la victoire en demi-teinte des élections législatives de septembre 2010 concernait le logement. En l'espace de deux années, 316 718 logements furent construits³. Ces politiques sociales sont le fruit d'une redistribution d'une part plus importante de la rente pétrolière face au capital étranger. Une autonomie diplomatique a été conquise à l'égard des États-Unis permettant la construction d'une organisation supranationale à vocation anti-impérialiste, l'ALBA, avec Cuba, la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et quelques petites îles des Caraïbes. Hugo Chávez a eu également une influence importante dans la création de l'UNASUR (organisation intergouvernementale rassemblant tous les pays d'Amérique du Sud) ou de la CELAC (bloc régional rassemblant tous les pays de l'aire latino-américaine et caribéenne). Lula a d'ailleurs reconnu ce rôle⁴.

Toutefois, il ne faut pas idéaliser ce bilan. La société vénézuélienne demeure engluée dans une insécurité galopante et une corruption endémique depuis plusieurs décennies sans que le gouvernement Chávez n'ait répondu à ces enjeux. Si le gouvernement Chávez a su reprendre le contrôle de l'industrie pétrolière en février 2003, il a maintenu le lien commercial avec les États-Unis avec la conclusion, à partir de 2006, de dizaines de contrats d'entreprises mixtes avec les principales multinationales pétrolières. La dépendance à l'or noir, l'« excrément du diable » comme dirait Juan Pablo Pérez Alfonso, le fondateur de l'OPEP, a été renforcée durant la dernière décennie de gouvernement Chávez, maintenant le Venezuela à la place précaire d'un pays monoproduit de matière première dans le carcan de l'économie mondiale.

Au-delà de ces quelques éléments, s'il existe une réaffectation d'une partie de la rente pétrolière vers des projets sociaux, il existe une difficulté à établir un modèle de société alternatif. Depuis janvier 2005, Hugo Chávez proclame l'objectif du « socialisme du XXI^e siècle », mais on constate, selon Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, « un divorce grandissant entre une rhétorique chaque fois plus révolutionnaire et une pratique effective qui, quand elle ne reste

³ « Gran Misión Vivienda Venezuela ha cumplido 91 % de meta 2011-2012 » : <http://www.avn.info.ve/contenido/más-400-familias-estrenan-viviendas-12-municipios-del-zulia>, 20 décembre 2012.

⁴ Luiz Inácio Lula da Silva, « Valió la pena », *Página 12*, 8 mars 2013.

pas relativement modérée, tend à consolider un pouvoir personnaliste ou de parti pensé exclusivement depuis le haut »⁵. Ainsi, entre 1998 et 2008, la part du secteur public dans le PIB est passée de 34,8 à 29,1 %⁶. La direction du chavisme doit sa survie à la mobilisation des classes populaires au moment de la tentative de coup d'État militaire d'avril 2002 ou de la paralysie de l'économie de décembre 2002 à février 2003, mais n'a jamais accordé d'autonomie aux différents mouvements sociaux. Les clivages internes du chavisme entre des salariés réclamant le contrôle ouvrier et la « bolibourgeoisie », la bourgeoisie bolivarienne s'étant enrichie depuis 1999, entre des indigènes revendiquant le droit aux terres de leurs ancêtres et des propriétaires terriens soucieux de défendre leurs domaines, étaient arbitrés en dernière instance par Hugo Chávez. Comment ce type de situation va-t-il se résoudre en l'absence du leader tutélaire ? Le chavisme va-t-il survivre à Hugo Chávez ?

Une succession assurée, mais difficile

10

Entre octobre 2012 et avril 2013, le Venezuela connaît deux élections présidentielles et une élection régionale. Le 7 octobre 2012, Hugo Chávez est candidat à sa réélection dans un scrutin à haut risque pour le chavisme. Le dernier scrutin en date, les élections législatives de septembre 2010, avait accordé au chavisme une simple majorité relative des suffrages exprimés (48,53 %). Les difficultés du chavisme sont accentuées par deux années de récession en 2009 et 2010 et la maladie du président à partir de juin 2011 qui le conduit à de fréquents séjours à Cuba pour des soins chimiothérapeutiques. Ce 7 octobre 2012, l'opposition est pour la première fois incarnée par Henrique Capriles Radonski, héritier d'une puissante entreprise agro-alimentaire et d'un conglomérat médiatique, légitimé par une primaire mobilisant près de trois millions de personnes (17 % des électeurs inscrits) dont il est sorti largement vainqueur en obtenant 62,5 % des suffrages exprimés. Le contraste entre ce jeune dirigeant de 40 ans et le président affaibli par la maladie donne à craindre pour la pérennité du chavisme dès

⁵ Patrick Guillaudat, Pierre Mouterde, *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne, Promesses et défis d'un changement social*, Mont-Royal, M. éditeur, 2012, p. 172.

⁶ Victor Alvarez, *¿Venezuela : hacia donde va el modelo productivo?*, CIM, 2009, 276 p.

cette élection du 7 octobre 2012⁷. Pourtant, au-delà des prévisions des sondages les plus flatteurs, Hugo Chávez l'emporte largement avec 8 191 132 voix soit 55,07 % des suffrages exprimés dans un contexte de participation forte sans précédent au Venezuela depuis la fin des années 80 (80,49 %). Henrique Capriles arrive en tête dans seulement deux États régionaux sur 23, les États de Mérida et Táchira, près de la frontière colombienne. Ce scrutin présidentiel est doublé par une victoire massive aux élections régionales, le 16 décembre 2012. Le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), le parti d'Hugo Chávez, emporte 20 des 23 régions dans un contexte de participation beaucoup plus faible (52,33 %) mais avec un rapport de forces similaire entre le chavisme et l'opposition (55,90 % contre 43,64 %)⁸. L'opposition ne résiste que dans le peuplé État de Miranda qui comprend l'est de Caracas avec l'ancien candidat à l'élection présidentielle, Henrique Capriles, et dans les États régionaux de Lara et d'Amazonas, avec deux anciens gouverneurs chavistes passés dans les rangs de l'opposition. Ces deux élections apparaissent comme le chant du cygne d'Hugo Chávez. Une semaine avant les élections régionales, le 8 décembre 2012, Hugo Chávez prononce son dernier discours avant de partir pour Cuba afin d'être opéré et désigne explicitement Nicolás Maduro Moros comme successeur⁹. L'actualité vénézuélienne est désormais concentrée par l'agonie d'Hugo Chávez avec un enjeu majeur pour les chavistes, comment assurer la succession de celui qui a dirigé le processus bolivarien pendant plus de quatorze ans ?

Durant cette période, le rôle de la base chaviste est déterminant. Face à une opposition remobilisée par le leadership d'Henrique Capriles qui conteste la légitimité de l'ordre constitutionnel en l'absence de Chávez, la mobilisation récurrente des masses

⁷ Olivier Compagnon, Thomas Posado « Y sigue la Revolución bolivariana Les élections présidentielles du 7 octobre 2012 au Venezuela », *Les Études du CERI, Latin American Political Outlook 2012*, Paris, OPALC, n° 187-188, décembre 2012, p.54-59, disponible en version espagnole : <http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/Elecciones%20en%20Venezuela.pdf>

⁸ Consejo Nacional Electoral, www.cne.gob.ve, consulté le 9 mai 2013.

⁹ Hugo Chávez a précisément déclaré : « Mon opinion entière et pleine comme la pleine lune, irrévocable, absolue, totale, c'est que dans ce scénario [où il ne pourrait pas poursuivre son mandat] qui obligerait, comme le commande la Constitution, à organiser de nouvelles élections présidentielles, vous élisiez Nicolás Maduro comme président de la République bolivarienne du Venezuela, je vous le demande de tout mon cœur ».

vénézuéliennes réaffirme la légitimité démocratique du gouvernement. Ainsi, de puissantes manifestations ont lieu le 10 janvier 2013, jour de la non-investiture du nouveau mandat d'Hugo Chávez alors en soin à Cuba, le 23 janvier 2013 pour la commémoration de la restauration de la démocratie en 1958, le 4 février pour la commémoration de la tentative de coup d'État raté en 1992, le 27 février pour la commémoration de la révolte contre le plan d'ajustement en 1989, puis après le décès d'Hugo Chávez, le 6 mars pour apercevoir le corps du président décédé, le 8 pour les funérailles, puis le 15 pour le transfert du corps au musée militaire, futur musée de la révolution bolivarienne. Cette occupation de la rue par les masses populaires chavistes permet d'assurer la stabilité du pays dans une période de transition incertaine.

12

L'ampleur de l'émotion provoquée par la mort d'Hugo Chávez annonce une campagne électorale favorable à Nicolás Maduro. L'article 233 de la Constitution adoptée en 1999 prévoit, en cas de décès du président de la République, l'organisation d'un nouveau scrutin dans les trente jours. Le Conseil national électoral (CNE) annonce l'organisation d'une nouvelle campagne électorale pour le 14 avril. La campagne officielle est réduite à dix jours, du 2 au 10 avril. L'objectif du chavisme est désormais d'assurer un transfert de légitimité entre Hugo Chávez et Nicolás Maduro en transformant la mobilisation émotionnelle autour du deuil du président défunt en mobilisation électorale en faveur du candidat désigné comme successeur.

Dès la mort du leader de la révolution bolivarienne le 5 mars, la stratégie de communication mise en place par l'équipe de Maduro a été focalisée sur ce transfert de légitimité. À travers les funérailles et différents actes officiels, le gouvernement bolivarien tente de déifier Chávez. On lui attribue notamment le titre de *Libertador* du *xxi^e* siècle pour le hisser au rang des héros de l'indépendance nationale comme Simón Bolívar. Le candidat Maduro est à la tête de tous les actes rendant hommage à Chávez et son discours s'attache alors à prouver qu'il est bien le « fils » politique choisi par Chávez, le seul à même de protéger son œuvre et de la poursuivre.

La campagne est axée sur le symbolique, le culte, plus que sur des éléments rationnels. Les slogans soutenant la candidature de Maduro reprennent le nom du président défunt pour l'accoler à celui du candidat : « Chávez, je te le jure, mon vote est pour Maduro », « Chávez pour toujours, Maduro président ». Le nom de l'équipe de campagne du candidat du gouvernement porte le nom d'Hugo Chávez, le matériel de campagne met en scène Chávez, le slogan de la campagne d'octobre 2012 « Chávez, cœur du peuple » est transformé en « De tout mon cœur, Maduro président », la

consigne de vote de Chávez du 8 décembre est longuement reprise dans les meetings, la campagne de Maduro commence à Sabaneta (lieu de naissance de Chávez) là où le commandant défunt avait également débuté sa campagne électorale en 2012. Maduro tente par là de capitaliser à son profit l'attachement qu'ont les partisans boliviariens pour leur leader disparu, au risque de sombrer dans une nostalgie démobilisatrice. Il arrive fréquemment que Maduro plonge dans le registre spirituel, notamment quand il affirme lors d'un entretien télévisé, avoir senti l'esprit de Chávez sous la forme d'un petit oiseau avec lequel il a échangé des sifflements.

La sociologue Maryclen Stelling observe que la campagne électorale de la présidentielle de 2013 est « dramatiquement influencée et imprégnée par le mythique, le sacré, et le surnaturel »¹⁰. La stratégie adoptée consiste à maintenir l'attention politique des partisans grâce à l'affect et de transformer la tristesse, l'émotion, en mobilisation. L'utilisation de l'univers quasi religieux du chavisme doit permettre d'imprimer dans les consciences l'idée d'une continuité spirituelle entre les quatorze années passées sous Chávez et la nouvelle période qui s'ouvre avec Maduro, fidèle serviteur du leader historique de la révolution. Associer l'image du président Chávez qui reste sur de larges triomphes électoraux, à l'image de Maduro, c'est au sens de l'équipe de campagne, s'assurer de la victoire et de la continuité du processus.

Pourtant, au-delà de l'émotion et de la douleur qu'a pu susciter la mort de Chávez, des difficultés concrètes affectent la population : l'inflation (22 % en 2012) corrélée à la dévaluation de la monnaie de 46,5 % a sensiblement atteint la qualité de vie des classes moyennes et populaires. Par ailleurs, des problèmes de pénuries ont jalonné la campagne électorale (huile, papier toilette, dentifrice...), de même que de nombreuses coupures d'électricité que le gouvernement impute à des sabotages, mais qui sont avant tout dues à d'énormes problèmes d'investissement, de maintenance et de gestion¹¹. Or, le candidat Maduro s'est peu s'attaché à ces faits lors de sa campagne

¹⁰ Queffelec Padrón Janet, « Maryclen Stelling : La figura de Hugo Chávez influirá en la campaña electoral para el 14-A », *Correo del Orinoco*, 1^{er} avril 2013, p. 15.

¹¹ Miguel Cabrera, « ¿Qué se esconde detrás de la militarización de la industria eléctrica ? », <http://laclase.info/movimiento-obrero/que-se-esconde-detras-de-la-militarizacion-de-la-industria-electrica>, 25 avril 2013.

(sinon pour dénoncer des tentatives de déstabilisation)¹². Jesse Chacón, nommé ministre de l'énergie électrique après l'élection présidentielle y attribue une partie du déclin électoral que va connaître le chavisme le 14 avril : « Le système électrique a un grand poids dans la perception de la gestion gouvernementale. En septembre 2009, avant que ne commence la crise (électrique) [...], le soutien au gouvernement était de 56 %. En février 2010 il était de 37 % [...]. Il faut voir ce que disent les enquêtes cette fois. Je crois que l'effet a été très grand, surtout parce qu'il a été associé à des problèmes économiques en général et au désapprovisionnement en particulier »¹³.

Au final, au-delà de l'émotion et de la défense du legs de Chávez, Nicolás Maduro abordera davantage le thème de l'insécurité (création du Mouvement pour la paix et la vie) que d'autres sujets liés au contexte social et économique. Le mot d'ordre des bolivariens est l'unité, « serrer les rangs »¹⁴ derrière le candidat sans discuter le contenu du programme, se rattachant seulement à suivre le Plan de la Patrie 2013-2019 défini par Chávez avant sa mort, s'abstenant même de débattre des moyens de son application, alors que des mesures sociales immédiates étaient espérées.

14

À l'encontre de toutes les prédictions des sondages qui lui donnaient au moins dix points d'avance, le candidat bolivarien ne s'impose que de 224 739 voix (1,49 point). Nicolás Maduro agrège 7 586 251 voix, soit 50,61 % des suffrages exprimés, quand Henrique Capriles regroupe 7 361 512 votes, soit 49,12 %. Sachant

¹² « Maduro acusa a oposición de sabotaje a red eléctrica », <http://www.eluniversal.com.mx/notas/914739.html>, 4 avril 2013.

¹³ « Jesse Chacón : los apagones tuvieron alto impacto en el resultado electoral », <http://www.aporrea.org/actualidad/n227849.html>, 29 avril 2013.

¹⁴ Le ministre des Affaires étrangères, Elías Jaua, a répondu sévèrement à une lettre critique adressée par le politologue chaviste, Nicmer Evans à Nicolás Maduro lors de la campagne. Jaua argumenta qu'au milieu d'une bataille, le militant serre les rangs avec celui qui la dirige. La lettre d'Evans visait notamment à dénoncer un certain pragmatisme électoral pour agglomérer dans les rangs chavistes des personnalités politiques autrefois d'opposition et des figures médiatiques et artistiques, à son sens peu enclines à lutter contre le capitalisme tout comme à œuvrer pour la construction du socialisme bolivarien. De même, le politologue réclamait que l'on se concentre davantage sur la construction de l'État communal, la place du secteur privé, la résolution de l'inflation et de la dévaluation, la transformation des structures de l'État... Voir : <http://www.aporrea.org/actualidad/a162450.html>, 1^{er} avril 2013.

que le registre électoral est le même que pour l'élection présidentielle d'octobre 2012, le candidat Nicolás Maduro obtient donc des résultats nettement en retrait par rapport au score d'Hugo Chávez six mois plus tôt, 604 881 voix de moins sur le même type d'élection. Henrique Capriles progresse, de son côté, significativement en gagnant 770 211 voix. Dans tous les États, le nouveau président perd des voix par rapport à l'élection du 7 octobre 2012, alors que Henrique Capriles progresse. Nicolás Maduro arrive en tête dans le *Distrito Capital* et 16 États, Henrique Capriles dans les 7 autres. C'est au sein des États ruraux que le candidat chaviste conserve une certaine avance alors que son adversaire est plus influent dans les centres urbains. Sur les dix États comprenant les registres électoraux les plus réduits, Nicolás Maduro en remporte neuf, dont les cinq États enregistrant le moins d'électeurs inscrits (Apure, Vargas, Cojedes, Delta Amacuro et Amazonas). Sur les neuf États les plus importants en termes de population électorale, Henrique Capriles en remporte six, dont les deux États comprenant le plus d'électeurs (Zulia et Miranda).

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez, les boliviariens ont toujours eu des difficultés à mobiliser leurs électeurs pour des élections dites de « second ordre ». Si la figure de Chávez a constamment mobilisé électoralement les partisans de la révolution bolivarienne, depuis 2004, on constate une démobilisation des soutiens chavistes aux autres élections (régionales, municipales, législatives).

L'enjeu de cette présidentielle était donc de maintenir une forte mobilisation électorale comme quand le mandat du leader historique était en jeu. Si la démobilisation n'a pas atteint les 25 % sur lesquels tablait l'opposition ¹⁵, plus de 600 000 électeurs de Chávez de 2012 (environ 7,38 %) ne se sont pas prononcés en faveur de Maduro.

Quelques minutes après l'annonce des résultats officiels par le CNE, Henrique Capriles intervient à la télévision pour annoncer qu'il ne reconnaît pas ces résultats et demande un audit de vérification de 100 % des urnes ¹⁶. Il affirme que les chiffres proclamés par le

¹⁵ Giusti Roberto, « El 25 % de los chavistas no quiere votar por Maduro », entretien avec Carlos Ocariz, directeur national de l'équipe de campagne de Capriles, *El Universal*, 24 mars 2013, p. 2.

¹⁶ Au Venezuela le vote est électronique et la machine émet un récépissé. À l'issue de chaque scrutin, 54 % des bureaux de vote sont tirés au sort pour être audités. L'audit consiste à vérifier que le nombre de votes relevé par la machine correspond bien au nombre de récépissés déposés dans les urnes et au nombre de votants ayant émargé sur les registres électoraux.

**Vote chaviste en pourcentages des électeurs inscrits
selon le type d'élection**

Élection	Chavisme (en % d'électeurs inscrits)
1998 Election présidentielle	33,36 %
1999 Référendum constituant	32,94 %
1999 Référendum approubatif	30,18 %
2000 Election présidentielle	32,06 %
2004 Référendum révocatoire	41,33 %
2004 Election régionale	26,33 %
2006 Election présidentielle	46,30 %
2007 Référendum constitutionnel	27,00 %
2008 Election régionale	33,01 %
2009 Référendum sur l'amendement	37,89 %
2010 Election législative	30,67 %
2012 Election présidentielle	43,33 %
2012 Election régionale	27,87 %
2013 Election présidentielle	40,13 %

16

CNE ne reflètent pas ce qu'a exprimé le peuple vénézuélien, pour conclure que Nicolás Maduro est illégitime à la présidence de la République. Le lendemain, il appelle ses partisans à manifester devant les bureaux régionaux du CNE. Si l'opposition a toujours émis de sévères critiques quant à l'impartialité du CNE, ses attaques sont montées en intensité dans les semaines qui ont précédé l'élection, le candidat de l'opposition défiant directement l'institution électorale¹⁷. Jusqu'alors, la *Mesa de Unidad Democrática* (MUD)¹⁸ était dans

¹⁷ Quelques jours avant le scrutin, le CNE demande aux candidats de signer un document qui certifie que ces derniers respecteront les résultats annoncés par le CNE. Le candidat de l'opposition rend au CNE un autre document qu'il produit lui-même. Dans ce texte, Capriles désigne les 4 rectrices du CNE comme formant le bras exécutant du gouvernement. Voir : <http://www.noticias24.com/fotos/noticia/7692/>, 9 avril 2013.

¹⁸ Table ronde de l'Unité démocratique, nom de la coalition regroupant la plupart des opposants à Chávez.

l'impossibilité de contester les résultats des élections présidentielles tant l'écart avec Chávez était important. Ce résultat serré lui permet d'activer différentes actions visant à délégitimer le régime. Dans les heures qui suivent les premiers résultats, Capriles mise sur la mobilisation de ses partisans pour attirer l'attention internationale. Un violent climat d'agitation se met en place, encouragé par de fausses informations de certains médias d'opposition (le CNE brûlerait les urnes). Officiellement, les violences provoquent 10 décès dans les rangs chavistes et 78 blessés, des centres médicaux sont attaqués, des bureaux du PSUV brûlés...

La demande formelle auprès du CNE d'audit de 100 % des urnes n'est remise par Capriles que le mercredi 17 avril, soit trois jours après l'élection. Entre-temps, le candidat de la MUD ne fournit aucune preuve tangible de fraude devant les médias et commet des erreurs d'appréciation grossières ¹⁹.

Moins de 24 heures après le dépôt de la requête, le CNE accède à la demande d'audit de 100 % des urnes. Néanmoins, le pouvoir électoral ne répond pas favorablement à la requête de vérification de toutes les composantes du matériel électoral, ce qui conduit l'équipe de Capriles à refuser la participation à l'audit ²⁰. Le 2 mai,

¹⁹ Henrique Capriles présente à la presse un document très imprécis. Prétextant que des machines de vote auraient été en panne (mais remplacées comme à chaque scrutin), le vote aurait été faussé. Autre argument, le fait que, dans certains bureaux de vote, Maduro aurait obtenu plus de voix que Chávez (sans préciser que lui-même obtient un meilleur score dans ces centres de vote). Moins crédible encore, il annonce en direct qu'un relevé d'acte d'une machine de vote mentionne plus de votants que d'inscrits dans le centre de vote. En réalité, l'acte de vote est le résultat d'un centre de vote complet qui comprend deux bureaux de vote, alors qu'il n'avait indiqué que le nombre d'inscrits d'un seul bureau. Voir le document :

<http://venezuelasomostodos.com/wp-content/uploads/2013/04/Incidencias-del-proceso-electoral-14A.pdf>

et son intervention télévisée : <http://www.youtube.com/watch?v=DiiKwU1Oj0>, consultés le 2 mai 2013.

²⁰ Le CNE n'a accepté que les demandes qui « rentrent dans le cadre de la loi », ainsi deux tiers des bureaux de votes qui n'ont pas été audités le seront par tirage au sort. Il s'agit de vérifier que les actes émis par les machines correspondent bien au nombre de récépissés placés dans les urnes et au nombre de personnes ayant signé les registres électoraux. Capriles demandait un audit plus précis des registres électoraux avec vérification des signatures et empreintes digitales, l'accès complet aux rapports d'incidents... Malgré les dénonciations de Capriles, le CNE

18

Henrique Capriles décide de contester les élections devant le Tribunal suprême de justice, déclarant vouloir épuiser tous les recours nationaux avant d'en appeler aux organisations internationales. Refusant toujours de reconnaître l'élection, Capriles déclare, le 29 avril dernier : « Je n'ai aucun doute que cela va se terminer devant les instances internationales et notre pays va avoir une nouvelle élection, le plus tôt sera le mieux »²¹. Les États-Unis demeurent l'un des seuls pays à ne pas reconnaître la légitimité de l'élection de Nicolás Maduro. Si le CNE campe sur ses positions et s'en tient à une application minimale de la loi, le candidat Capriles a jusqu'ici été incapable de fournir des preuves irréfutables de fraude. Dans le même temps, les députés de l'opposition refusent également de reconnaître le président Maduro comme légitime à la tête du pays, ce qui engendre un conflit parlementaire qui se solde par un affrontement physique au sein de l'hémicycle le 30 avril. Par ses actions, la MUD se situe donc à mi-chemin entre respect des règles institutionnelles (recours légaux remis au CNE et TSJ) et stratégie insurrectionnelle (violences postélection, non-reconnaissance du président et du pouvoir électoral). Ce récit reflète le caractère non homogène d'une opposition qui n'a pas totalement rompu avec les pratiques violentes.

La pérennité du chavisme en question

Du côté de l'opposition au chavisme, le bilan de cette séquence électorale est positif et la stratégie déployée lors de la campagne a contribué au succès relatif du candidat Henrique Capriles. Suite à ses actions de type insurrectionnel (tentative de coup d'État militaire en 2002, paralysie de l'économie en 2002/2003, boycott des élections législatives en 2005), l'opposition a su revenir dans le cadre de la participation électorale depuis 2006. Elle s'est dotée d'une structure politico-administrative unitaire en 2009, la MUD, et a trouvé un leadership qui dispose aujourd'hui d'une grande légitimité. Vainqueur des primaires en février 2012, Henrique Capriles a réalisé un score honorable de 44,31 % des suffrages face au président Chávez en octobre 2012. Cela représente 6 591 304 voix, soit 2 298 838 votes de plus que le candidat de l'opposition en 2006, preuve d'une influence électorale en très forte progression. Il a surtout donné un nouvel

reste également muet quant à l'utilisation des ressources publiques pendant la campagne.

²¹ Gómez Elvia, « Capriles le dice cobarde a Maduro por retener Situado », *El Universal*, 30 avril 2013, p. 2.

élan à l'opposition, une dynamique, un style. En décembre 2012, il a été l'un des rares gouverneurs de l'opposition à conserver son poste lors des élections régionales largement dominées par les chavistes, preuve d'une solide assise locale.

En 2012, le candidat Capriles se présentait déjà politiquement comme « progressiste », de centre gauche dans la lignée de Lula ²², se détachant des nombreuses déclarations sur le rôle bénéfique des privatisations qu'il effectuait, il y a quelques années ²³. Désormais, son discours se veut beaucoup plus modéré, plus encore lors de la campagne électorale de 2013. Ainsi, il s'est efforcé de s'éloigner du programme de gouvernement unitaire néolibéral qu'avaient signé les précandidats de la MUD lors des primaires de 2012. Le programme de gouvernement que Capriles a remis au CNE pour l'élection de 2013 est beaucoup moins précis que le document initial de la MUD, il se construit autour de propositions très générales sans indiquer comment les mettre en œuvre, il reprend même des projets mis en place par le gouvernement bolivarien ²⁴. Son discours de campagne s'est centré sur le thème économique et social, principalement sur les problèmes liés à la dévaluation et à l'inflation. Capriles n'a eu de cesse d'énumérer et de dénoncer les dysfonctionnements du régime (œuvres non accomplies, pénuries, coupures d'électricité, inefficacité administrative...), avec l'objectif de pénétrer les secteurs populaires dans lesquels il connaissait un déficit d'audience.

Si, durant la campagne de 2012 qui l'opposait à Chávez, Capriles évitait la confrontation directe, le discours fut très différent face à Nicolás Maduro. La stratégie de l'équipe de Capriles consistait à attaquer directement la personne de Maduro : prouver tout d'abord son illégitimité et ensuite son incapacité comme président intérimaire depuis l'absence de Chávez. Ainsi, l'objectif était de démontrer que Maduro ne possède pas la stature du président défunt, ne revêt aucun leadership, ne s'apparente qu'à un simple dirigeant ²⁵, un

²² L'ancien président brésilien a toutefois soutenu explicitement Hugo Chávez lors de l'élection du 7 octobre et Nicolás Maduro pour l'élection du 14 avril.

²³ Visible sur : https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=M991XnUdmU4

²⁴ Voir le travail d'analyse du programme de gouvernement de Capriles réalisé par Romain Migus, *El imperio contraataca. Crónicas demagógicas de Capriles Radonski*, Caracas, Fondo Editorial William Lara, 2013.

²⁵ Liliana Hernandez, représentante de la MUD devant le CNE : « Antes competías contra un líder. Ahora compites contra un dirigente », *El Universal*, 31 mars 2013, p. 2.

mauvais gestionnaire qui ne pourra pas assurer la stabilité du pays. La MUD s'est employée à dissocier Maduro de la figure charismatique de Chávez, pour en faire un adversaire à la portée de Capriles. Une des tactiques mises en place réside notamment dans le fait de toujours appeler le candidat chaviste par son prénom Nicolás afin de le désigner comme une personne sans envergure.

Dans son repositionnement politique opportuniste, Henrique Capriles va jusqu'à utiliser des symboles que le chavisme s'était appropriés, prouvant involontairement que le chavisme demeure hégémonique et que l'opposition doit s'en inspirer pour gagner en influence. Ainsi, l'équipe de campagne de Capriles porte le nom de Simón Bolívar, le logo gouvernemental du bicentenaire de la révolution d'indépendance est repris sur des affiches de l'opposition, on entend même la voix du chanteur populaire décédé, Ali Primera, lors d'un meeting, artiste historiquement lié au mouvement révolutionnaire. Au-delà des symboles, le candidat de la MUD affirme qu'il conservera les missions sociales mises en place par Chávez et qu'il améliorera leur gestion ²⁶. Il va même jusqu'à soutenir que, s'il est élu, il donnera la nationalité vénézuélienne aux médecins cubains qui travaillent à la mission bolivarienne *Barrio Adentro* ²⁷. De manière assez habile et pragmatique, Capriles a su capitaliser le déficit de charisme et de propositions concrètes du camp Maduro.

20

Les risques de non-pérennité du chavisme ne se limitent pas à une possibilité de victoire de l'opposition. Le chavisme est depuis ses débuts un courant politique hétérogène aux multiples lignes de fracture ²⁸. Jusqu'au 5 mars 2013, Hugo Chávez jouait le rôle d'arbitre garantissant l'unité de la mouvance face aux appétits de pouvoir des uns et des autres. Avec l'avancée de sa maladie, deux candidats à la succession représentent chacun une version différente du chavisme. D'une part, Nicolás Maduro, le civil, issu du mouvement syndical dans lequel il garde de nombreux réseaux, ministre des Affaires étrangères de 2006 à l'élection présidentielle d'octobre 2012, puis vice-président de la République jusqu'au décès d'Hugo Chávez, jouit d'une relative popularité à la base. D'autre part, Diosdado Cabello, le militaire, compagnon historique d'Hugo

²⁶ « Capriles desde Trujillo : “Yo soy garantía de mejorar las misiones” », <http://www.diariorepublica.com/politica/capriles-desde-trujillo-yo-soy-garantia-de-mejorar-las-misiones>, 26 mars 2013.

²⁷ « Capriles Radonski promete dar la nacionalidad venezolana a médicos cubanos », *El Mundo*, 5 avril 2013.

²⁸ Steve Ellner, *El fenómeno Chávez : sus orígenes y su impacto*, Caracas, Ed. Tropykos – Centro Nacional de Historia, 2011, p.183-247.

Chávez qui a participé à la tentative de coup d'État de février 1992, gardant de solides réseaux au sein des forces armées et de la « bolibourgeoisie », ancien vice-président, ancien ministre ayant tenu quatre portefeuilles différents, actuel président de l'Assemblée nationale, numéro deux du PSUV, a été battu par Henrique Capriles aux élections régionales de 2008 dans l'État de Miranda et suscite une certaine méfiance dans le chavisme à la base.

Nicolás Maduro a été désigné successeur d'Hugo Chávez, mais le poids des militaires demeure prééminent. Sur les 23 candidats aux postes de gouverneurs régionaux de décembre 2012, on compte onze anciens militaires dont dix élus. Un tel réseau d'élus locaux contrôlant d'importantes ressources sera, dans les années à venir, un corps politique incontournable. Quelques heures après la proclamation de la courte victoire de Nicolás Maduro, Diosdado Cabello réagit sur son compte Twitter « Ces résultats nous obligent à une profonde autocritique, il est contradictoire que des secteurs du peuple pauvre votent pour ses exploiters de toujours »²⁹. Ce rapide appel à l'autocritique peut être lourd de signification dans les prochains mois. Face à l'adversité des violences postélectorales, l'unité du chavisme a été maintenue. Lors du remaniement consécutif à l'élection présidentielle d'avril 2012, les principaux portefeuilles (vice-présidence de la République, Affaires étrangères, Défense, Travail, Industrie, Éducation, Pétrole...) n'ont pas changé de mains. Pour combien de temps ? Au-delà de la reconstruction de l'opposition et des tensions dans le « chavisme d'en haut », les contradictions décelées par le tweet de Diosdado Cabello pourraient être un péril majeur pour la pérennité du chavisme. L'incompréhension par la direction du chavisme des « secteurs du peuple pauvre (qui) votent pour ses exploiters de toujours » est source de conflits dans le « chavisme d'en bas ». Depuis 2007, les conflits entre le gouvernement et des secteurs populaires se multiplient. Ainsi, selon une déclaration de mars 2013 signée par le syndicat favorable au gouvernement, l'UNT, les revendications sont criminalisées au point que plus de 300 syndicalistes sont accusés dans des procédures judiciaires, les conventions collectives ne sont pas respectées et/ou renégociées dans plusieurs des principales entreprises publiques³⁰.

²⁹ Visible sur :

<https://twitter.com/dcabellor/status/323651624071479296>

³⁰ Acuerdo sindical por la unidad de accion para la defensa de los derechos laborales FADESS – UNT, 20 mars 2013, disponible sur : <http://democraciaparticipativa.net/economia-society/mundo-sindical/6063->

Ces revendications n'ont pas de représentant politique mais on peut distinguer ces mécontentements dans les scores élevés du chavisme dissident lors des dernières élections régionales. Le Parti communiste vénézuélien est un parti doté d'une longue trajectoire historique depuis les années 30, mais n'a jamais dépassé le seuil des 4 % des suffrages. Pourtant, lors du scrutin de décembre 2012, les candidats du PCV dissidents du PSUV réalisent des scores non négligeables, 5,48 % dans l'État d'Amazonas ; 8,06 % dans l'État du Bolívar ; 10,60 % dans l'État de Mérida ou encore 24,88 % dans l'État de Portuguesa, passant devant le candidat de la MUD. On remarque également le succès de la candidature dissidente du MEP, un autre parti de la coalition chaviste dans l'État d'Apure (14,27 %). Dans chacune de ces régions, le mécontentement contre des dirigeants locaux du chavisme s'est exprimé sur des partis fidèles au processus bolivarien, mais autonomes du PSUV. L'étude des résultats obtenus par le chavisme dans la région ouvrière du Bolívar depuis 2000 est représentative de cet affaiblissement du chavisme dans certains secteurs populaires. Lors des élections présidentielles de 2000, le Bolívar octroie au chavisme un score de 9,25 points supérieur à la moyenne nationale, ce différentiel décroît de manière continue jusqu'à obtenir, lors des élections présidentielles d'avril dernier, un score inférieur de 2,74 points au résultat obtenu au niveau national. Ce désalignement mérite d'être éclairé à la lumière des débats politiques de ces dernières semaines.

Le gouvernement intérimaire de Nicolás Maduro a pris des mesures impopulaires durant les semaines précédant le scrutin du 14 avril. Le 8 février 2013, il a procédé à une dévaluation de la monnaie de 46,5 %, le bolívar passant de 4,30 à 6,30 pour un dollar. Le 28 mars suivant, des biens publics d'origine pétrolière ont été vendus pour une valeur de 200 millions de dollars au prix de 12,5 bolívares pour un dollar, ce que les commentateurs ont analysé comme une deuxième dévaluation ³¹. Quel que soit le terme employé, les conséquences sur le coût de la vie dans un pays où le taux d'inflation est supérieur à 20 % depuis cinq années consécutives ³² ne peuvent être ignorées. La perte de pouvoir d'achat pour les classes populaires induit la thématique de l'augmentation

acuerdo-sindical-por-la-unidad-de-accion-para-la-defensa-de-los-derechos-laborales-fadess-unete.html

³¹ Ewald Scharfenberg, « Venezuela efectúa una devaluación encubierta del bolívar en plena campaña », *El País*, 29 mars 2013.

³² Banco Central de Venezuela, disponible sur : http://www.bcv.org.ve/excel/4_5_14.xls?id=433

des salaires. Alors que l'UNT revendique une augmentation des salaires de 70 %³³, les propositions des deux principaux candidats à l'élection présidentielle étaient nettement en retrait de la perte de pouvoir d'achat subie par les ajustements monétaires. Henrique Capriles proposait une augmentation immédiate de 40 % et Nicolás Maduro de seulement 20 % dans l'immédiat, puis 10 % en septembre et entre 5 et 10 % en novembre en fonction de l'inflation, soit une hausse totale de 38 à 45 %³⁴. La centrale syndicale la plus subordonnée au gouvernement, la CBST-CCP, a par ailleurs affirmé qu'une augmentation à la hauteur des revendications de l'UNT serait « irresponsable »³⁵. Le gouvernement de Nicolás Maduro a peut-être estimé qu'au vu de l'émotion provoquée par la mort d'Hugo Chávez, la récupération du pouvoir d'achat perdu n'était pas prioritaire et que les mesures d'ajustement monétaire n'auraient pas de conséquences électorales immédiates. Ce pari a mené Henrique Capriles aux portes de Miraflores.

Le nombre de manifestations populaires augmente de manière continue depuis 2006³⁶. Durant la présidence d'Hugo Chávez, ces protestations étaient en partie neutralisées par le mythe du bon roi et des mauvais ministres, celui-ci incarnant, selon la formule de Rafael Uzcátegui, une « digue de contention des conflits »³⁷. Cette digue ayant cédé, comment vont s'exprimer les milliers de conflits alimentés par une décennie d'espérances autour de la révolution bolivarienne ? L'avenir du processus politique et d'une possible réimpulsion des espérances des classes populaires vénézuéliennes réside dans cette question. En l'absence d'expression de ces revendications, le chavisme est en péril, que ce soit par l'exploitation des frustrations par une opposition reconstruite autour d'Henrique Capriles ou par des tensions internes au sein de la direction du chavisme.

³³ « Unete propone aumento salarial de 70 % », *Últimas Noticias*, 20 mars 2013.

³⁴ « Candidato antichavista sigue con promesas populistas para captar votos », *Correo del Orinoco*, 10 avril 2013.

³⁵ « Burocracia sindical del Psuv se opone a aumento general de salarios », <http://laclase.info/movimiento-obrero/burocracia-sindical-del-psuv-se-opone-aumento-general-de-salarios>, 22 avril 2013.

³⁶ Le nombre de manifestations pacifiques était de 1 280 en 2006 ; 1 521 en 2007 ; 1 680 en 2008 ; 2 822 en 2009 ; 3 315 en 2010 ; 4 472 en 2011 et 4 583 en 2012 (Source : PROVEA, *Informes anuales* ; OVCS, *Informes anuales*).

³⁷ Rafael Uzcátegui, « Antecedentes y escenarios de la Venezuela poschavista », *Nueva Sociedad*, n° 244, mars-avril 2013, p. 11, disponible sur : www.nuso.org/upload/articulos/3924_1.pdf

